

SNCF: LE GOUVERNE- MENT!

« Quand on veut tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage », ce proverbe bien connu résume parfaitement l'attaque gouvernementale sans précédent que subit le service public ferroviaire. L'arme du crime est connue: le fameux « rapport Spineta », amalgame de demi-vérités et de gros mensonges, qui, ciblant les cheminots veut livrer notre système ferroviaire aux appétits du privé. Construire cette mobilisation pour notre bien commun passe par le rétablissement de

quelques vérités...

NON la SNCF n'entretient pas des effectifs datant d'une autre époque.

1950



450 000
cheminots

1980



254 000
cheminots

2016



149 000
cheminots

NON « privatisation » ne rime pas avec « satisfaction ». Leur chemin de fer privatisé en 1994, les britanniques sont désormais **76 %** à souhaiter sa (re)nationalisation!

**le rail:
ÉCOLO-
CHAMPION
toutes
catégories**

50X

Match 1:
TGV vs voiture

moins

polluant

10X

Match 2:
TGV vs avion

moins

polluant

10X

Match 3:
fret ferroviaire vs fret routier

moins

polluant

PASS! les équivalents londonien, romain et madrilène du navigo ne sont pas de très bons avocats du libéralisme.

90 %

C'est la part de la population française qui habite à moins de 10 km d'une gare... **pour l'instant!**



LONDRE
zone 1 à 9



ROME



MADRID



PARIS

Sud Rail

Fédération SUD-Rail
17 boulevard de la libération
93 200 St Denis
Tél. : 01 42 43 35 75
Mail : sud.rail.federation@gmail.com

DETTE ?

la « dette » du système ferroviaire français s'élève à 50 milliards pour 29 000 km de voies. En comparaison celle des britanniques (qui goûtent aux joies de la privatisation depuis 23 ans) est de 50,4 milliards pour 19 000 km restant... Quant aux hollandais ils ont 16 milliards de dette mais pour... 7 000 km de voies.

km
de voies

dette

FINANCEMENT PUBLIC

Montant en euros par habitants pris en charge, pour une année, par les pouvoirs publics. À noter : le gouvernement allemand a repris à sa charge 35 milliards d'euros de dette des compagnie ferroviaires allemandes dès 1994. Ce que les gouvernements français se sont toujours refusé à faire.

